



Lettre n° 10 du 11 novembre 2016

Au sommaire :

- **Trump, enfant monstrueux de la mondialisation libérale et impérialiste et des années Obama**  
*Yvan Lemaitre*
- **Le PC pris à son propre piège. La seule issue, rompre avec la gauche pour construire un parti des travailleurs** - *François Minvielle*

## **Trump, enfant monstrueux de la mondialisation libérale et impérialiste et des années Obama**

Le 12 décembre, les grands électeurs éliront Trump président des États Unis bien qu'il ait globalement obtenu moins de voix que Clinton. Le 20 janvier prochain, ce dernier prendra ses fonctions. La nouvelle a surpris, provoqué un choc. Tous ceux qui pensaient que Trump jouerait le rôle de l'idiote utile pour permettre à la détestée Hillary Clinton de gagner, se sont trompés. C'est l'inverse qui s'est produit, le rejet, la haine de l'arrogance du camp Clinton a nourri l'abstention et le vote Trump. Le show médiatique qui a tenu lieu de campagne entre les deux candidats de la bourgeoisie comme son issue donnent un aperçu du mal profond qui ronge la prétendue démocratie américaine.

Cette victoire de Trump est ici l'objet d'une dramatisation qui n'est pas toujours politiquement désintéressée. Les milieux proches du PS qui anticipent pour leur parti un effondrement pire que celui des Démocrates voudraient se servir de Trump comme d'un épouvantail anti Le Pen.

Le *Nouvel Observateur* parle d'un « *tremblement de terre géopolitique aux conséquences potentiellement dramatiques* ». Comme si ce tremblement de terre n'avait pas commencé plus tôt.

Oui, en effet la situation du monde soumis à la dictature de la finance et de la libre concurrence est inquiétante, « *les conséquences dramatiques* » ne sont pas à venir, elles sont là. L'élection de Trump en est le symptôme. Il représente un danger en tant qu'il sera, comme le fut Obama, comme l'aurait été Clinton, l'agent propagandiste, commercial de ce que décideront les Etats-majors de Wall Street, du Pentagone et du FBI.

Pour s'en convaincre il suffisait d'entendre Trump se répandre en éloges de celle que, la veille, il voulait mettre en prison, vanter l'unité du peuple américain ou le libre-échange avec tous les pays... Trump fera le job, comme Obama l'a fait, comme Clinton l'aurait fait. Il suffisait aussi

d'entendre son ennemie de la veille le féliciter et Obama lui-même s'empresser de faire de même.

Dire cela n'a rien de rassurant mais il s'agit de comprendre la réalité, l'ampleur des problèmes, leurs racines pour discuter sérieusement des réponses, aux USA et ici.

Celles et ceux qui agitent l'épouvantail de Trump contre Le Pen se moquent du monde, prennent les travailleurs, la population pour des imbéciles.

Ce n'est pas Trump en lui-même qui donne des ailes à Marine Le Pen et à tous les chefs populistes, dont l'Europe et le monde regorgent mais bien la colère des peuples qui ne trouvent pas d'autre expression que par la faillite pitoyable de cette dite gauche, de ces dits démocrates qui se sont faits ou se font les serviles exécutants des volontés de leur donneurs d'ordre, les classes dominantes, la finance dont ils connaissent parfaitement les visages et les noms.

L'ambassadeur de France aux États-Unis, Gérard Araud, a tweeté « *Un monde s'effondre sous nos yeux. Un vertige.* » Il lui aura fallu Trump pour lui ouvrir les yeux, son monde, leur monde poursuit et accélère sa folle course vers l'abîme.

Une nouvelle phase est ouverte dans l'offensive mondialisée des classes dominantes contre les classes populaires comme dans la lutte acharnée de la concurrence qu'elles se livrent entre elles. Trump en est un sinistre révélateur, un avertissement.

### **Les ravages de la politique de l'oligarchie financière**

Dans le journal *La Tribune*, Romaric Godin écrit : « *Les victoires du Brexit et de Trump sont le produit à la fois d'un lent phénomène à l'œuvre depuis trois décennies, la mondialisation financière, et de sa crise, débutée en 2007.*

*Le succès de Donald Trump s'est appuyé sur un double mouvement : il a convaincu une grande partie de la classe*

*moyenne dans des Etats où elle domine comme la Floride, mais aussi les populations des régions désindustrialisées de la Rust Belt de Pennsylvanie, du Michigan, de l'Ohio et du Wisconsin. En gagnant ces Etats qui étaient tombés aux mains des Démocrates en 2012, le milliardaire a fait pencher la balance de son côté. Le phénomène est exactement le même que le 23 juin au Royaume-Uni où le vote avait basculé en raison du vote des régions désindustrialisées du nord de l'Angleterre et du Pays de Galles. Or, ce mouvement peut s'expliquer par un échec d'une mondialisation couplée à une financiarisation avancée. »*

Oui, sauf qu'on ne peut pas parler d'un « échec » de cette mondialisation qui est le résultat de l'offensive des classes dominantes pour augmenter ou maintenir leur profit au détriment des travailleurs et des peuples. Elle a, de ce point de vue, atteint son but, elle n'en avait pas d'autre, mais à quel prix pour la société.

La mondialisation, le libéralisme, ne sont pas une idéologie mais une politique de classe, d'une classe qui tire sa puissance de la propriété privée capitaliste, financière des moyens de production et d'échange.

Cette bourgeoisie avait réussi à construire un mythe, celui de la « *mondialisation heureuse* », où le marché apporterait la démocratie, la paix et le bien-être, mensonge et poudre aux yeux. Ce mythe s'effondre.

Jusqu'au début du XXI<sup>ème</sup> siècle, les progrès technologiques combinés à une prolétarianisation massive de la paysannerie ruinée dans les pays dits émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil faisant baisser les coûts de production ont alimenté la machine à profit, le casino de la finance. Mais cela au prix d'un endettement généralisé et d'une bulle financière « exubérante ». L'anticipation des profits donnant lieu à une spéculation effrénée. L'accident était inévitable, la crise des subprimes aux USA en a été le déclencheur.

### **Le vrai choc, le vrai tournant, 2007-2008**

En 2007, avec la crise des subprimes, le monde de la finance a explosé. La crise des pays émergents à partir de 2012 a rendu le moteur de cette mondialisation inopérant. Le crédit, alimenté par les banques centrales, a pu permettre une relative reprise, notamment aux États-Unis, mais sans résorber le chômage, en généralisant la précarité, en licenciant et délocalisant la production.

La réponse des classes dominantes à leur propre crise obéit à une logique implacable, à défaut d'espérer obtenir suffisamment de nouveaux profits à partir de la production de nouvelles richesses les classes dominantes se livrent à un transfert en grand, « l'accumulation par dépossession », en baissant les salaires directs et indirects, en pillant les peuples.

La paupérisation d'une fraction croissante de la population est bien une terrible réalité.

Le vrai choc dont Trump et tous les courants réactionnaires d'extrême droite, populistes, sont nés ce fut bien la crise de 2007-2008. La politique de sauvetage des banques puis la politique de relance à crédit que les États ont

fait payer aux travailleurs et à la population ont entraîné le discrédit des partis qui les ont mis en œuvre ici, dans toute l'Europe. Aux USA, ce furent les années Obama.

### **Obama au service de Goldman Sachs and co**

Obama est devenu président, il y a 8 ans, porté par une nouvelle génération qui voulait liquider l'ère de Bush et des Républicains, l'ère de la politique du « *chaos créateur* », des guerres d'Irak et d'Afghanistan, une génération qui ne voulait plus de 11 septembre, qui rêvait d'une société multiraciale et multiculturelle, démocratique et pacifique. Obama l'avait conviée à changer leur pays et le monde. En 2009, il avait invité les pays du monde arabe à de nouvelles relations, il avait promis de fermer Guantanamo comme une assurance sociale pour toutes et tous.

Non seulement il n'a rien fait de tout cela mais il a fait l'inverse.

La situation des classes laborieuses s'est dégradée. L'endettement de larges couches de la population ne cesse de croître. Les tensions sociales s'accroissent et, dans le même temps, le racisme en particulier contre les Afro-américains.

Le renflouement des banques est allé au-delà de tout ce qui avait été fait auparavant. Le gouvernement a signé un chèque en blanc à la bourgeoisie lui distribuant avec largesse des milliards de dollars. La dite croissance américaine, c'est un endettement colossal tant des particuliers, des entreprises que de l'État.

Quant à la politique étrangère, le prix Nobel de la paix ou plutôt des déclarations d'intention, loin de rompre avec la politique de Bush a renforcé le déploiement militaire américain dans le monde. Alors qu'Obama avait promis de se retirer d'Irak et d'Afghanistan, les USA y sont encore engagés. Au mépris des espoirs que son discours du Caire, en 2009, avait suscités dans le monde arabe, Obama a engagé plus avant encore les États-Unis dans le chaos créé au Moyen-Orient par la guerre de George W. Bush en Irak.

Le bilan d'Obama, c'est celui de la mondialisation libérale et impérialiste arrivée au bout de ses possibilités qui devient une guerre ouverte contre les classes populaires.

### **Lutte de classe et pouvoir personnel**

Donald Trump n'est pas l'élu des classes populaires, il n'est pas non plus un coup d'éclair dans un ciel serein même si bien des illusions nous ont aveuglés. Il est le produit d'une convergence de phénomènes qui ont fait de celui que tout le monde prenait pour un milliardaire acteur de télé-réalité le chef d'État de la première puissance mondiale. Le mécontentement de la petite bourgeoisie blanche, le rejet des Démocrates discrédités auprès des pauvres, des plus défavorisés, des travailleurs, d'une large fraction des Afro-américains et des latinos écœurés, la mue déjà engagée par les Républicains avec le Tea Party, la nouvelle offensive militaire des USA au Moyen Orient, l'exacerbation de la concurrence mondialisée, les risques de krach, un ensemble de phénomènes ont convergé pour faire du clown un chef d'État. Trotsky, en juin 1933, écrivait : « *Le chef par la*

*grâce du peuple se distingue du chef par la grâce de Dieu, en ce qu'il est obligé de se frayer lui-même un chemin ou, du moins, d'aider les circonstances à le lui ouvrir. Mais le chef est toujours un rapport entre les hommes, une offre individuelle en réponse à une demande collective. Les discussions sur la personnalité d'Hitler sont d'autant plus animées qu'elles cherchent avec plus de zèle le secret de sa réussite en lui-même. Il est pourtant difficile de trouver une autre figure politique qui soit, dans la même mesure, le point convergent de forces historiques impersonnelles. N'importe quel petit bourgeois enragé ne pouvait devenir Hitler, mais une partie d'Hitler est contenue dans chaque petit bourgeois enragé.* » Le propos n'est pas de se livrer à une analogie historique au premier degré, le fascisme n'est pas là, pas plus aux USA qu'ici. Mais si nous voulons combattre les tendances à l'œuvre qui ont porté Trump au pouvoir, il nous faut les comprendre pour nous protéger de l'orage qui menace. Ces tendances n'ont rien de mystérieux, elles sont au cœur de la politique de l'oligarchie financière, de l'exacerbation des tensions entre les classes et nations

### **« America great again » ou la nouvelle phase de l'offensive libérale et impérialiste**

En proclamant vouloir « rendre l'Amérique à nouveau grande », Donald Trump n'a pas seulement fait écho à la petite bourgeoisie ou à la bourgeoisie américaine voire à une partie du prolétariat en particulier blanc, il a surtout défini une orientation que partage tout l'establishment, les élites qu'il prétendait combattre. Derrière ce slogan, il y a la défense des intérêts du capital américain face à la concurrence mondialisée, contre les peuples et contre sa propre classe ouvrière. Les discours nationalistes et protectionnistes ne visent pas principalement à séduire « le peuple », il vise à l'associer à la politique des bourgeoisies confrontées à une concurrence exacerbée. C'est vrai aux USA comme ici.

Personne ne sait aujourd'hui le visage que prendra cette politique, elle ne dépend pas tant de Trump que de Wall Street. Cette politique, Clinton élue l'aurait elle-même menée comme elle travaille depuis plus de 40 ans au service des intérêts de la bourgeoisie américaine, ce dont Trump s'est empressé de la féliciter.

### **Mettre les événements en perspective**

L'élection de Trump est un coup de semonce qui attire les regards sur le degré atteint par la décomposition sociale et politique qu'engendre l'offensive des classes dominantes. Aussi sur les logiques qui pourraient brutalement s'ac-

célérer dans des enchaînements dont personne n'est en mesure de prévoir les conséquences. Mais personne ne peut écarter le pire. Une logique est à l'œuvre qui ne peut, à plus ou moins long terme, n'avoir que deux issues : soit une exacerbation des tensions qui débouche sur une nouvelle crise financière aux conséquences probablement pires que celles de 2007, soit l'irruption des travailleurs sur le terrain social et politique pour mettre un coup d'arrêt à la fuite en avant anti-sociale, sécuritaire et militariste et à l'offensive réactionnaire xénophobe, raciste, nationaliste qui l'accompagne.

Il serait illusoire de croire que les classes dominantes peuvent apporter des réponses progressistes aux drames qu'elles ont créés. L'élection de Trump en est une démonstration. La fuite en avant s'exprime dans des surenchères, la concurrence est par nature destructrice, elle ne connaît comme mode de régulation que la loi aveugle du marché. Elle détruit toute démocratie et travaille au renforcement des États pour mener leur guerre de classe contre les travailleurs et les peuples.

Rien d'irréversible n'est engagé, loin s'en faut si nous sommes capables de prendre au sérieux l'avertissement.

La classe ouvrière a la force d'inverser le cours des choses. Face aux classes parasites et aux politiciens qui les servent elle a la force immense de celles et ceux qui produisent, dont dépend toute la vie sociale. Elle a connu à travers les dernières décennies un puissant développement à l'échelle internationale, aux USA comme dans le monde entier, elle est le produit d'un melting-pot qui brasse toutes les origines et les couleurs de peau.

Aujourd'hui, les classes dominantes ont l'initiative parce que tous les partis dits de gauche ou démocrates ont fait faillite pour s'intégrer à l'ordre capitaliste, le défendre. Mais leur faillite n'est pas celle de la classe ouvrière, de la jeunesse qui a manifesté dans les villes américaines.

La faillite de ces partis n'est pas la nôtre, la crise permanente des classes dominantes non plus. Leur monde craque de partout, il est sans avenir alors qu'une force immense peut sortir du développement économique passé, celles des travailleurs du monde entier, sans patrie ni frontière.

L'heure n'est pas à la démoralisation mais à la révolte pour rassembler nos forces, les unir pour nous donner les moyens de prendre l'initiative.

Comme disent nos camarades américains, organize !

*Yvan Lemaitre*

## **Le PC pris à son propre piège. La seule issue, rompre avec la gauche pour construire un parti des travailleurs**

Le 5 novembre, le PC a réuni une Conférence nationale pour se prononcer sur deux « options » pour la Présidentielle : soit le soutien à Mélenchon, qui a réuni environ 42% des suffrages ; soit une candidature du PC, retenue par près de 53% des votants. Un vote de tou-te-s les ad-

hérent-e-s du PC aura lieu fin novembre pour finaliser ce choix.

La veille même du vote, alors qu'il ne s'était pas prononcé clairement jusque-là, Pierre Laurent annonçait son sou-

tien à la première position, pour finalement être désavoué par la Conférence le lendemain.

Sans doute que pour bien des militants du PC, ce vote est une façon de vouloir affirmer l'indépendance de leur parti, leur refus d'un ralliement derrière le candidat auto-proclamé Mélenchon, qui impose à tous ses soutiens son programme et La France insoumise, véritable franchise sous laquelle devront se ranger tous les candidats aux législatives qui suivront la présidentielle. Qui impose aussi ses prises de position en soutien à la police, son nationalisme, ses petites phrases contre les travailleurs immigrés, etc.

Le vote désavoue la soumission de la majorité de la direction du PC dont certains, comme Marie-Georges Buffet, défendaient depuis longtemps ce ralliement. Olivier Dartigolles, porte-parole du PC, a dû faire le constat après le vote que « *les délégués ont vu que ce que porte Jean-Luc Mélenchon n'est pas ce qui faisait notre campagne de 2012* ».

Le député André Chassaigne, postulant à la candidature, a bien senti que ce sentiment de soumission et les évolutions de Mélenchon allaient provoquer une rupture, mais en réalité, le vote du 5 novembre est un trompe-l'œil. Car si l'option adoptée affirme que « *les communistes décident de présenter une candidature issue de leurs rangs, considérant qu'elle est le moyen de porter dans le débat [leurs] propositions* », elle indique aussi que cette candidature s'inscrit dans une « *démarche de rassemblement* » ... et que « *si la situation l'exige* » elle pourrait être retirée au profit d'une candidature « *commune d'alternative à l'austérité* ». Une perspective qui peut conduire tout aussi bien vers un « *rassemblement* » derrière Montebourg, qui s'est empressé de rappeler qu'il veut construire « *l'union des gauches* ».

### **Le piège institutionnel et la survie de l'appareil**

En fait, les deux « options » partagent le même objectif : trouver la formule électorale qui permettra au Parti communiste de sauver au mieux ses élus l'an prochain.

Au cours de la Conférence, intitulée « 2017 à l'offensive, pour une majorité de progrès », il a été mainte fois affirmé, parmi les défenseurs des deux positions, que la perspective était « la bataille majeure des législatives ». Mais Pierre Laurent a beau s'échiner à vouloir « *redonner sa place à ce qui est devenu une sous-élection* » un mois après la présidentielle, il est impossible d'exister politiquement dans la seconde sans la première. C'est le calcul qui avait été fait par les créateurs du Front de gauche : un candidat-locomotive pour la présidentielle, Mélenchon, et des candidats bien identifiés sur toutes les circonscriptions aux législatives, la plupart étant du PC, avec bien sûr quelques circonscriptions pour les autres courants du Front de gauche. Le PC avait réussi ainsi à sauver huit députés.

Sur le fond, la politique du PC est restée la même : essayer de gagner ou de conserver des mandats dans les exécutifs et les assemblées locales et nationales, reposant sur des accords électoraux, notamment avec le PS. La poursuite

de cette politique a provoqué une crise du Front de gauche, tiraillé aussi par les ambitions personnelles de Mélenchon, notamment lors des élections municipales de 2014, où les directions locales du PC avaient, dans bien des endroits, continué à faire des listes communes de cogestion avec le PS, malgré les deux années d'attaques qu'on avait déjà subies de la part de Hollande.

Le PS est maintenant tellement détesté et fragilisé qu'un scénario d'accords entre lui et le PC paraît improbable. Le Front de gauche n'est plus. Et la direction du PC ne sait plus comment exister dans la séquence présidentielle-législatives. La valse-hésitation de Pierre Laurent qui lui a fait prendre les pieds dans le tapis n'est que le révélateur de cette panique devant ce piège institutionnel qui se ferme.

La direction du PC n'en est pas à sa première volte-face et Pierre Laurent, aussitôt après avoir été désavoué par son parti, ne semblait nullement affecté lors de sa conclusion devant la Conférence nationale, pérorant sur « *une belle leçon de démocratie ... une extraordinaire leçon de vie politique* » qui lui permettait de se dire « *plus que jamais fier d'être le secrétaire national* » du parti. Et sans ciller, il pouvait ajouter, alors qu'il venait lui-même d'appeler au ralliement à Mélenchon « *ici au PCF, il n'y aura jamais de militants ravalés au rang de soutien d'un candidat auto-proclamé* ».

On a beau en rencontrer et s'y confronter dans des appareils politiques ou syndicaux, on est toujours frappé de voir comment des personnalités de ce genre semblent se moquer de tout. Ils contredisent leur propos de la veille en fonction des rapports de forces, essayant de retomber sur leurs pattes, bien conscient que tant qu'ils iront dans le sens des intérêts de leur appareil, il y aura toujours une place pour eux.

### **« La force qui tient la gauche debout » ou un parti des travailleurs ?**

Les militant-e-s du PC qui veulent lutter pour les intérêts des travailleurs sont devant des choix importants. Il s'agit bien de discuter que si leurs choix et leurs préoccupations restent sur le terrain institutionnel, et les orientations qui leurs sont proposées restent toutes sur ce plan, leur parti s'enfermera dans le piège au risque d'éclater, de disparaître.

Le mouvement contre la loi travail a remis au premier plan de nos débats la question de l'affrontement avec le patronat, l'État, et les gouvernements quels qu'ils soient. Ce qui est en discussion, c'est la question du parti dont notre classe a besoin pour l'aider dans cette lutte d'ensemble face à un système capitaliste qui fait payer sa crise aux travailleurs du monde entier, et qui crée le terreau où prospèrent les forces politiques les plus réactionnaires.

La réponse n'est certainement pas dans « *une force qui tient la gauche debout* » comme l'a affirmé Pierre Laurent dans sa conclusion. Il est vain de vouloir la faire survivre, elle a fait la preuve de sa soumission à cette société de

classe et a largement contribué aux décompositions à l'œuvre.

Pour les militantEs du PC, il s'agit de tirer, enfin, les leçons de cette longue histoire de soumission à la gauche, au PS, et aux institutions, qui a entraîné le PC sur le terrain de l'idéologie républicaine, ouvertement nationaliste (comme les affiches tricolores des années 80 « *Produisons français* »).

Les participations gouvernementales et le soutien parlementaire avec Mitterrand en 1981 puis Jospin en 1997 avaient conduit le PC à participer à la mise en œuvre des politiques libérales (comme par exemple les privatisations menées par le ministre Gayssot) et entraîné son effondrement électoral.

Tirer les leçons de cette histoire, c'est reposer la question de l'indépendance de classe. Le Parti communiste a été le parti organisant le plus de travailleurs, mais pour une politique s'intégrant dans le jeu politique de la bourgeoisie : diriger des villes, gagner des circonscriptions, participer à des gouvernements ou les soutenir... en respectant l'État et sans remettre en question d'aucune façon la propriété privée de ceux qui dominent l'économie.

Cela n'a pas empêché la bourgeoisie et l'État de faire payer cher à ce parti, y compris par la répression la plus brutale à certaines époques, ses origines révolutionnaires, liées à Octobre 1917, son implantation dans la classe ouvrière, sa participation aux luttes. Mais ils ont fini par l'intégrer, comme un parti un peu différent, qu'ils ont associé à la gestion des affaires locales ou nationales, au gré des rapports de forces électoraux.

La page est en train de se tourner définitivement avec la liquidation du PS par ses propres dirigeants et l'offensive de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

Ce qui est aujourd'hui à nouveau à l'ordre du jour, c'est la construction d'un parti de la classe ouvrière, pour tous les opprimés, un parti qui fasse le lien entre ses revendications et les moyens de les imposer : la convergence des luttes, leur organisation et coordination démocratique qui seront autant de pas vers la conquête du pouvoir pour poser les premiers jalons vers une société socialiste et communiste.

La campagne que nous menons avec Philippe Poutou est au service de cette perspective.

*François Minvielle*